



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Annonce publique de la séance :
le 28 janvier 2021

Convocation des conseillers :
le 27 janvier 2021



Délibération du Conseil Communal de la ville d'Esch-sur-Alzette

Séance du 5 février 2021

Présents : Georges Mischo, Député-maire, Martin Kox, André Zwally, Pierre-Marc Knaff, Christian Weis, Echevins, Vera Spautz, Jean Tonnar, Daniel Codello, Mike Hansen, Luc Majerus, Bruno Cavaleiro, Mandy Ragni, Daliah Scholl, Line Wies, Jeff Dax, Luc Theisen, Catarina Simoes, Laurent Biltgen, Stéphane Biwer, Conseillers, Jean-Paul Espen, Secrétaire général

Excusés :

Le Conseil Communal;

Objet : 1.3.4. PAP "Quartier Existant" - Réponses apportées à l'avis de la Cellule d'Evaluation; décision

Considérant que le projet d'aménagement général (PAG), composé d'une partie écrite et d'une partie graphique, n'est à lui seul pas suffisant pour déterminer les possibilités de construire en Ville, mais qu'il doit être accompagné et précisé par des projets d'aménagement particuliers « quartier existant » (PAP QE) qui eux déterminent les règles de construction, à savoir les emprises d'implantation des constructions, leur hauteur, leur profondeur, les reculs à respecter etc. ; que ces PAP « quartier existant » sont en application des articles 30 et suivants de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain soumis à une procédure d'adoption parallèle qui a été entamée en concomitance par le collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que le PAP « quartier existant » exécute et précise les dispositions réglementaires relatives aux zones urbanisées arrêtées par le projet d'aménagement général de la Ville d'Esch-sur-Alzette ;

Considérant qu'en vertu de l'article 27 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le premier établissement des projets d'aménagement particuliers « quartier existant » est mené parallèlement à la procédure d'adoption du projet d'aménagement général qui a été entamée par délibération du conseil communal du 8 mars 2019 ;

Considérant que par sa décision du 8 mars 2019 le collège des bourgmestre et échevins a engagé la procédure d'adoption du premier projet d'aménagement particulier « quartier existant » de la Ville d'Esch-sur-Alzette, parties écrites et graphiques et plans de repérage ;

Considérant que le dossier du projet d'aménagement particulier « quartier existant » établi par le bureau d'études Zeyen & Baumann S.à.r.l en collaboration avec l'Administration de l'Architecte, Division du Développement urbain et économique, composé d'une partie écrite, de 3 parties graphiques ainsi que de 2 plans de repérage, définit le premier PAP QE ;

Considérant que conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le collège des bourgmestre et échevins a transmis le dossier complet pour avis à la cellule d'évaluation instituée auprès de la commission d'aménagement ;

Considérant que la cellule d'évaluation a émis son avis en date du 07 octobre 2019;

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins, après avoir analysé l'avis de la cellule d'évaluation, a soumis au conseil communal le résultat de cette analyse, ensemble avec toutes les pièces et les plans modifiés ;

Vu les avis de la commission du développement urbain et du bâtiment, de la commission des infrastructures, de la mobilité et de l'accessibilité et de la commission des espaces verts du 03 février 2021 relatif au nouveau projet d'aménagement général de la Ville ;

Vu l'avis de la cellule d'évaluation instituée auprès de la commission d'aménagement du 07 octobre 2019, réf. : 18564/59C ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins, et après en avoir délibéré conformément à la loi communale, tel que modifiée, et la loi du 24 juin 2020, tel que modifiée, portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, tous les conseillers communaux assistant en présentiel à la séance du conseil communal, à l'exception du conseiller communal Mike Hansen, assistant par visioconférence à la séance du conseil communal,

décide
avec 11 voix oui et 8 voix non

d'apporter à l'avis de la cellule d'évaluation du 07 octobre 2019 les réponses annexées ci-après, qui selon les conclusions tirées ont conduit aux modifications afférentes dans les parties graphiques et /ou écrite du PAP "Quartier Existant".

en séance

date qu'en tête